

## **Le crime humanitaire**

Rony Brauman

1993

*Somalie, le crime humanitaire*, Ed. Arléa, Septembre 1993.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

# Somalie, Le crime humanitaire

Rony Brauman

Disons-le d'emblée, peu d'entre nous ont vibré d'enthousiasme lorsque fut annoncée l'imminence d'un débarquement américain en Somalie. Le concert de louanges qui s'éleva pour saluer la décision historique de l'ONU et célébrer la naissance de la première armée humanitaire, "fantastique pas en avant" en direction du *droit d'ingérence* humanitaire, ne nous ont pas convaincus. La presse, alors, rappela à juste titre que, dès 1988, à la tribune des Nations unies, le président Mitterrand avait mis en avant "l'ardente obligation", pour la communauté internationale, d'assister les peuples en péril au risque de violer le sacro-saint article II de la charte des Nations unies (qui établit la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain). Mais l'exception de solidarité, pour la Somalie, ne nous parut pas suffisante pour déclarer périmée la règle des rapports de force et de calcul d'intérêts qui régit les rapports entre nations.

Car on insistait sur la "pureté" des intentions occidentales. En Afghanistan, en Irak, au Vietnam, en apaisant les souffrances des victimes, l'humanitaire avait servi à dénoncer des régimes totalitaires. Rien de tel, soulignait-on, dans un pays aussi dépourvu d'enjeux politico-idéologiques que la Somalie : "La misère toute nue face à la pure pitié. L'Occident veut sauver la Somalie pour sauver la Somalie, et rien d'autre." Ceux que la guerre du Golfe n'avait pas encore convaincus de l'existence d'une nouvelle morale internationale n'avaient qu'à bien se tenir. Après *Desert Storm* et *Provide Comfort, Restore Hope* ouvrait une perspective dont l'évident désintéressement et la spectaculaire efficacité devaient emporter l'adhésion de tous. En cette période morose, l'espoir d'un monde plus juste renaissait dans un pays dévasté. Lueur de vie d'une portée considérable que la plus élémentaire bienséance exigeait de célébrer. Mais trois cent mille morts, un an et demi d'indifférence quasi totale nous semblaient suffisants pour ne pas céder au triomphalisme.

Cette réserve, renforcée par les discours convenus et les enthousiasmes hâtifs, se fit stupeur, puis révolte lorsque, quelques mois plus tard, les forces des Nations unies se laissèrent happer dans une spirale de violence dont les civils allaient être les premières victimes, quand l'"ordre humanitaire international" prit l'allure d'un médiocre western avec la tête du méchant mise à prix, les charges de cavalerie, le shérif à la gâchette facile bien qu'imprécise...

Il ne s'agit pourtant pas ici d'un réquisitoire contre le principe d'une intervention armée. Certes, la violence n'est jamais juste, mais nous savons bien qu'elle peut être nécessaire et que, pour un gouvernement démocratique, décider de son usage est une des plus lourdes responsabilités. Fin 92, la situation s'était tellement dégradée que le déploiement d'une force internationale était justifié ; de nombreux Somaliens y plaçaient même leur ultime espoir. La violence, à la fois cause et conséquence de l'effondrement de l'État, avait provoqué et entretenu la famine. A ce stade de gangrène sociale, le choix des moyens était limité. Quant à savoir qui, de l'ONU ou des États-Unis, actionnait les leviers de commande, c'était une question d'importance mais hors de notre compétence.

Ce qui est en cause, c'est l'option militariste amorcée à l'automne 92. C'est l'abandon délibéré de toute autre stratégie qu'annoncèrent la mise à l'écart, puis l'éviction du premier envoyé spécial des Nations unies, Mohammed Sahnoun. C'est le triomphe d'une vision caricaturale de la Somalie, ramenée à un face-à-face tragique entre une masse d'enfants affamés et des hordes de pillards drogués, à un terrain vague où, sous l'œil impuissant et désespéré des volontaires de l'humanitaire, sévissent, sans cause et sans frein, des bandes d'adolescents furieux et des seigneurs de la guerre. On peut convenir que les Somaliens n'ont pas fait grand-chose pour démentir cette vision réductrice, mais force est bien de constater que les modalités d'intervention

dans leur pays ont été arrêtées dans l'ignorance totale et la mise à l'écart de leur société, une fois fermée la parenthèse que fut la politique de l'ambassadeur Sahnoun, sur laquelle il faudra revenir. Désespérément tardive, l'intervention des Nations unies fut d'abord scandaleusement faible. Et ce sont les justifications-mêmes de ce retard et de cette faiblesse qui servent de socle à ce qui semble devenir leur objectif fondamental : la création d'une force militaire permanente d'intervention. A mettre inlassablement sur le devant de la scène l'insécurité comme cause de leur inaction, les Nations unies ont fait le lit de cette ambition dont la Somalie allait devenir le banc d'essai. Paradoxalement, l'inertie bureaucratique et les hésitations politiques venaient au secours d'un projet volontariste exigeant rapidité et sens de la décision. Si le principe d'une force internationale mérite d'être discuté et travaillé, les fonts baptismaux sur lesquels elle a été portée, où se mêlent légèreté et indifférence, incompetence et cynisme, laissent perplexe quant à son avenir.

Entre janvier 91 et avril 92, au plus fort de la guerre, alors que la communauté internationale reste sourde aux appels lancés par les quelques organisations humanitaires présentes sur le terrain, la Somalie s'enfonça peu à peu dans l'horreur. Chassés par la guerre et son cortège de massacres, de destructions et de pillages, privés de tout moyen de survie, des centaines de milliers de civils du centre et du sud du pays se trouvent réduits à l'état de réfugiés dans leur propre pays, tandis que d'autres tentent de trouver un asile précaire en Éthiopie et au Kenya voisins. En quelques mois, durant l'hiver 91-92, la disette tourne à la famine, le pays sombre dans une catastrophe prévisible, et annoncée.

Au printemps 92, une enquête de Médecins Sans Frontières montre qu'au sein de cette population déplacée, un enfant sur quatre est mort au cours des mois précédents. Les trois quarts des survivants souffrent de malnutrition sévère. C'est à ce moment qu'il fallait agir, lancer une vaste opération de secours d'urgence. Par leur seule présence, les volontaires des organisations humanitaires prouvaient que c'était enfin possible. Pourtant – malgré une aide alimentaire et financière de la Communauté européenne et des États-Unis, malgré les appels de Boutros Boutros-Ghali et quelques rapides incursions des agences humanitaires onusiennes –, aucune volonté d'intervenir à l'échelle requise ne se manifeste alors de la part des gouvernements qui en ont les moyens.

Néanmoins, une première mesure est prise : le Secrétaire général des Nations unies décide d'installer à Mogadiscio un représentant spécial, chargé d'une mission de médiation. Avec des moyens dérisoires, l'ambassadeur Mohammed Sahnoun s'attelle à une tâche politique de rassemblement des factions et de négociation. Mais sa mission sera rapidement interrompue : l'appareil de l'ONU ne lui pardonne pas ses critiques et ses jugements parfois féroces et publiquement exposés. Si l'action des Nations unies ne décolle pas, c'est parce que la machine est trop lourde, et trop légères les motivations de ses membres, me dit en substance cet ambassadeur peu protocolaire lors d'une rencontre à Mogadiscio. Autrement dit, ce ne sont pas les obstacles du terrain, sans cesse invoqués, mais l'absence de volonté de les franchir, qui expliquent cette paralysie. De plus, au lieu de réunir épisodiquement, dans une capitale quelconque, en "conférence de réconciliation nationale", les chefs de guerre accompagnés de quelques notables, Mohammed Sahnoun veut susciter la mise en place, dans différentes régions du pays, d'instances de négociations où se retrouvent chefs traditionnels, leaders religieux, représentants des factions, intellectuels. Se désintéressant du rituel des accords de cessez-le-feu aussitôt violés, et des communiqués vides de sens, il s'attelle à une diplomatie de terrain dont, en ex-combattant de l'indépendance de son pays, il mesure mieux que d'autres l'importance sans en reconnaître les limites. Les pourparlers avec les "seigneurs de la guerre" ne doivent être qu'un élément d'un processus plus vaste s'appuyant sur la société civile. Une société mal en point, mais dont l'existence est bien réelle, avec ses contradictions, ses réseaux de pouvoir et d'influence, ses traditions et ses attentes. Une société que Siyad Barré a tenté de briser, non sans un certain

succès, en attisant les conflits claniques, mais qui montre, à qui veut bien la voir, une volonté de résistance aux forces d'éclatement qui la traversent.

Cette démarche-là vaut à Mohammed Sahnoun la confiance et le soutien de ses interlocuteurs somaliens et des organisations humanitaires. Succès assez rare pour être souligné. Mais l'énergie et le talent d'un homme ne suffisent pas à ébranler la lourde machinerie internationale. Elle ne semble pas comprendre que c'est précisément dans le chaos et la guerre que l'aide humanitaire devient indispensable, avant que ne s'installe la paix des cimetières.

Il est vrai que, pour rester sur place, les organisations humanitaires ont dû faire une entorse sérieuse à leurs principes en recrutant des gardes armés et en louant des véhicules militarisés que, d'une savoureuse litote, certains appellent *technical cars* mais que la majorité nomme, plus lucidement, *Mad Max*. Ces pick-ups tout terrain, hérissés sur leur plateau arrière d'un pied supportant une mitrailleuse lourde servie par quatre ou cinq hommes en armes, se sont peu à peu intégrés à l'équipement ordinaire des équipes de secours – soulevant d'après débats sur les limites et les excès de la protection. Recrutés au sein d'un clan puissant et reconnu dans sa fonction de protection, ces gardes ont joué, souvent avec sang-froid, un rôle dissuasif vis-à-vis des bandes de pillards, avant l'arrivée des troupes internationales.

Il est également vrai que l'argent consacré à ce dispositif de protection alimentait l'économie de guerre, posant de nouveau, et de façon particulièrement spectaculaire, le paradoxe de l'action humanitaire qui n'est pas, contrairement à ce que l'on entend fréquemment, un facteur de paix. Déployée à l'intérieur même de la guerre, impuissante à en modifier le cours, l'action humanitaire a pour vocation d'ouvrir un espace d'humanité là où celle-ci a déserté. On veut trop souvent ignorer que cette ouverture a un prix, dont le montant est prélevé par ceux-là mêmes – gouvernants ou rebelles – qui détiennent le pouvoir, autrement dit les belligérants. Ni en Somalie, ni en Bosnie, la communauté internationale n'a su démontrer sa capacité à briser ce cercle vicieux. Seule une mise sous tutelle complète pourrait en venir à bout. Mais à un prix politique et financier qui empêche de l'envisager.

Dans le vaste catalogue des interventions internationales en cours, un autre modèle est disponible. C'est le Libéria, où la force d'interposition ouest-africaine – comprenez l'armée nigériane – a su prendre en compte cette loi d'airain et éliminer le paradoxe : pour rétablir la paix, il fallait éliminer le principal facteur de guerre, c'est-à-dire les rebelles de Charles Taylor, donc isoler, par un blocus étanche, l'ensemble du territoire sous son contrôle. Dans l'indifférence générale, l'aide humanitaire fut mise hors-la-loi, les convois délibérément bombardés par les avions de la Force de maintien de la paix, la disette, voire la famine, sciemment entretenues dans de larges parties du pays avec la bénédiction des Nations unies. Au mépris des ronflantes résolutions sur "l'accès aux victimes" adoptées quelques mois plus tôt à l'unanimité de l'Assemblée générale de l'ONU,, ce n'est qu'après les accords de cessez-le-feu, que le blocus fut levé et les convois autorisés. Scandaleuse sur le plan humain, cette stratégie a eu au moins le mérite de tracer, en grandeur réelle, l'autre terme de l'alternative en forme de dilemme qui se pose dans tous les conflits : ou bien on tente d'adoucir les conséquences d'un conflit sur les hommes – et on le prolonge ; ou bien on cherche une solution rapide – et on le durcit. Dans cette affligeante symétrie, on n'a pas de mal à reconnaître les choix faits par l'Europe en Bosnie, et au Koweït par les alliés.

La Somalie n'échappe pas à cette règle, que seuls le besoin de foi et une certaine langue de bois ont pu escamoter malgré sa criante évidence. Dès la découverte, par le monde, du sort de ce pays, le profil martial de l'intervention future a commencé de se dessiner.

La famine s'était développée jusqu'à atteindre son paroxysme en août-septembre 92 : toutes les caméras du monde, alors, convergeaient vers Baïdoba, l'épicentre du désastre où les images, insoutenables, provoquaient l'émotion que l'on sait. Comme si les journaux télévisés déterminaient les choix gouvernementaux, les États-Unis, puis la France et d'autres pays européens, décidaient alors la mise en place d'un pont aérien pour acheminer en urgence les secours sur place. Prises avant le succès médiatique de la Somalie, ces décisions auraient eu plus de noblesse. Elles auraient pu, surtout, enrayer la catastrophe. Mais l'urgence laisse peu de place aux regrets. Elles furent donc les bienvenues. Elles permettaient, enfin, d'amener dans le pays des quantités de nourriture à la hauteur des besoins, traduisant une volonté d'implication dans ce qui était, pour beaucoup de Somaliens malheureusement, une urgence déjà dépassée.

On vit alors apparaître les signes d'un changement profond d'orientation. L'ambassadeur Sahnoun, en pleine négociation pour l'envoi de cinq cents "casques bleus", apprenait début septembre par la *BBC* l'arrivée imminente et non négociée de deux mille cinq cents soldats supplémentaires. Façon directe de signifier que ce n'était plus à Mogadiscio mais à New York qu'était conduite l'opération, et qu'il était temps de passer de la négociation à la force.

Force si modeste, dans les premiers temps, que les soldats, à leur tour, recrutent rapidement des gardes armés pour assurer leur protection, eux dont la mission est précisément de protéger les convois humanitaires. Mais peu importe, le ton est donné, l'engagement militaire est en bonne voie, la décision a toutes les apparences d'une mesure ferme et adaptée aux yeux d'une opinion en train de se mobiliser. C'est l'essentiel.

Deuxième temps de cette stratégie nouvelle : l'éviction de Sahnoun et le lancement d'une campagne de presse sur les vols de nourriture par les bandes armées, qui vont culminer avec l'"information", en provenance du Secrétariat général des Nations unies, selon laquelle quatre-vingts pour cent de l'aide sont pillés. Il n'est pas indifférent que ce chiffre soit lâché quelques jours seulement avant l'annonce de l'intervention américaine. Qu'opposer à cette affirmation fantaisiste qui signifie, en réalité, que *toute* l'aide envoyée en Somalie finit dans la poche des profiteurs de guerre et des punks locaux ? Les détournements sont une réalité, bien entendu, comme dans toute situation de ce type. Dans les pires régions du pays, ils sont évalués à trente ou quarante pour cent. Ailleurs, la proportion est deux fois moindre. Au moment où ce chiffre apparaît, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui approvisionne directement en nourriture deux millions de personnes, estime les pillages dont il est victime à environ dix pour cent. Sorti d'un bureau new-yorkais, repris comme une donnée de fait, ce pourcentage jouera, dans l'affaire somalienne, le même rôle déclencheur que les faux assassinats de bébés par les troupes irakiennes dans la crise du golfe.

Inacceptables bien que notoirement inférieurs, les détournements pouvaient être combattus – comme le préconisait Andrew Natsios, brillant coordinateur de l'aide américaine dès sa mise en route – par la reconstitution d'une force de police somalienne. Selon les Américains, on pouvait y réincorporer deux mille quatre cents des trois mille cinq cents hommes que comptait auparavant la police nationale. Composée d'hommes âgés, encore respectés dans le pays parce qu'ayant partiellement échappé au contrôle de Siyad Barré pendant son règne, elle pouvait reprendre son rôle à condition de recevoir un soutien actif. Mais cela supposait de considérer cet objectif comme une priorité, une volonté de s'appuyer sur la société somalienne. Lutter contre les détournements, c'était d'abord identifier les instigateurs des pillages qui, bien plus que chez les chefs de faction, se trouvaient principalement chez les transporteurs et les marchands. Jamais les Nations unies n'ont cherché à obtenir des sanctions contre ces prédateurs. Au moins auraient-elles dû tenter de convaincre ceux qui prétendaient à un *leadership* politique d'exercer leur autorité dans ce domaine. Si la responsabilité des chefs de guerre était engagée, c'était dans l'absence de volonté de contrôle de leurs troupes et de leurs représentants, plus que dans les attaques elles-mêmes.

Résultat : la violence se généralisait, les pillages et les attaques de convois se multipliaient et, dans les principaux ports du pays, Mogadiscio et Kismayo, l'arrivée des cargos était bloquée.

Dans ce climat de tension, la nouvelle de l'intervention massive des troupes américaines retentit comme un message de délivrance. Annoncée le 24 novembre, veille du *Thanksgiving Day*, quand toute l'Amérique affirme son héritage chrétien en exaltant les valeurs religieuses de préservation de la vie, elle ralliait l'ensemble de l'opinion américaine – jusqu'à Jesse Jackson qui, pour la première fois de sa carrière, saluait la décision d'un président républicain.

C'est donc en sauveurs que les *marines* accostent en Somalie, porte-étendards de la nouvelle solidarité mondiale. Puis c'est le *Sea Pearl*, premier bateau de vivres entrant à Mogadiscio depuis cinq semaines. Magnifique symbole, à peine terni par la comparaison avec le *Jack Lummus* – immense cargo chargé de quarante-cinq mille tonnes de matériel et de mille quatre cents véhicules – qui occupe presque tout le port à lui seul. Plus significatif encore. Lorsque "le premier convoi de secours escorté par l'armée américaine" quittera le port pour le nord de Mogadiscio, une centaine de journalistes accompagneront les vingt tonnes qui font l'événement. Personne, en revanche, ne suivra le départ des centaines de tonnes que décharge, comme chaque jour, le *Tadorne*, à vingt kilomètres de là. Puisqu'il est dit qu'aucun bateau ne peut débarquer sans l'escorte des *marines*, celui-ci n'existe pas.

Au moment de l'intervention, la mortalité avait déjà chuté d'environ vingt-cinq à cinq pour dix mille par jour en de nombreux endroits. C'était encore énorme – le seuil critique se situant à deux pour dix mille par jour – mais la tendance montrait que le paroxysme de la crise était dépassé. Les mois suivants, les énormes moyens logistiques et militaires permirent d'approvisionner des régions difficiles d'accès et de sauver de nombreuses vies. Le retour des pluies, et la reprise partielle des travaux agricoles firent le reste. Meurtri, exsangue, le pays sortit de l'urgence pour entrer, au printemps 93, dans ce qui devrait être une phase de reconstruction à long terme à condition qu'il parvienne à échapper à ses démons et ne sombre pas à nouveau dans la guerre.

Redressement ardemment souhaité, certes, mais compromis par le refus de donner leur chance à ceux qui, notables, intellectuels, leaders divers, ne purent jamais accéder à une forme d'expression publique. Le 11 décembre, en effet, surlendemain du débarquement, un accord était signé entre les deux maîtres de Mogadiscio : Ali Mahdi et Aïdid. L'accord reprenait comme une nouveauté la plupart des points sur lesquels les deux chefs rivaux s'étaient accordés à plusieurs reprises, au cours des mois précédents, sans aucun effet : cessez-le-feu, ouverture de la "ligne verte", retrait des *Mad Max*. Cet accord, paraphé dans les locaux de la compagnie pétrolière américaine CONOCO où résidait l'ambassadeur américain Oakley, patron de l'intervention, avait d'ailleurs considérablement agacé la France. La poignée de mains historique, déjà photographiée sous la bannière américaine, avait fait annuler *in extremis* une rencontre identique, prévue le lendemain sur un bateau de riz.

On comprend que la visite imminente du président Bush exigeait un symbole. Mais en se précipitant ainsi sur les chefs de guerre, les États-Unis leur redonnaient une légitimité que leur interminable conflit avait profondément entamée. Ils étaient certes incontournables, mais on peut déplorer qu'une fois de plus la communauté internationale contribue à verrouiller le pouvoir, au lieu de favoriser son ouverture. Les conférences des Nations unies confirmaient ensuite cette légitimation institutionnelle, même si d'autres groupes – femmes, religieux, intellectuels – étaient invités à y prendre part. Et les Conseils régionaux, à qui d'importants pouvoirs furent dévolus, devinrent une nouvelle rente politique pour les factions qui trouvèrent là le moyen d'étendre leur hégémonie – avec la bénédiction internationale, cette fois – malgré les âpres critiques locales que nul ne voulut entendre.

Erreurs politiques qu'explique sans doute, sans les justifier, le besoin de répondre, par des mesures visibles et des annonces simples, à la pression médiatique. Dès l'instant où des caméras furent installées, en permanence, à Mogadiscio, l'action changea de registre, une nouvelle exigence recouvrant les objectifs antérieurs. La gestion de la crise locale devint gestion de l'émotion internationale : il fallait des résultats télégraphiques, susceptibles de satisfaire les attentes du public. On en a donc donné. A pleines poignées. Une vraie super-production hollywoodienne dont chaque épisode devait se terminer en *happy end*.

Sans caméra, pas d'événement, dit-on avec raison. Il est temps d'ajouter que la caméra ne se contente pas de retranscrire l'événement. Elle contribue à le façonner en y introduisant des contraintes d'instantanéité et de visibilité difficilement compatibles avec les exigences complexes d'une action qui ne peut se contenter d'écumer la surface de l'événement. On objectera que, même si tout cela est vrai, la présence de troupes étrangères a considérablement amélioré les conditions de sécurité et permis aux organisations humanitaires de se défaire de leurs encombrants protecteurs. Là encore, ce n'est pas si simple.

Qu'on en juge, à travers l'exemple de la ville de Kismayo. Lorsque l'équipe de MSF s'y installa, en juin 1992, c'était pour y découvrir un paysage de fin du monde. La violence et les armes étaient omniprésentes, les villages alentour dévastés, des milliers d'enfants décharnés s'entassaient dans des abris de fortune, les survivants étouffaient sous la menace permanente des pillards. Dans cette ambiance d'apocalypse, les troupes américano-belges furent accueillies, à leur arrivée, le 20 décembre, sinon en libérateurs, du moins avec soulagement. Mais leurs premières bévues – précoces – firent bien vite déchanter tout le monde : avant de transmettre le contrôle de Kismayo aux troupes belges, les Américains enjoignent au colonel Omar Jess, maître de la ville, d'évacuer son armement lourd à cent cinquante kilomètres au nord, ce qui a naturellement pour effet immédiat d'ouvrir la voie aux hommes de Morgan, gendre de Siyad Barré, surnommé le "boucher d'Hargueisa", qui attend son heure pour prendre possession de ce port convoité. L'intention de Morgan, dont les troupes ont pris position dans l'arrière-pays, est connue de toute la ville, y compris des équipes humanitaires. Mais pas des "casques bleus" pour qui cette "rumeur sans fondement" ne présente aucun intérêt. Les combats furent acharnés, les installations de secours, les centres nutritionnels détruits, pillés. un groupe de trois cents Somaliens regroupés autour de la maison de MSF dut être *exfiltré* vers Mogadiscio : apparentés ou proches des employés de MSF, ils étaient désormais dans le mauvais clan.

L'arrivée des "casques bleus" avait été précédée d'une sanglante épuration clanique perpétrée par les hommes du général Omar Jess, causant plusieurs centaines de morts. Témoin de ces atrocités, le docteur Sean Devereux, de l'Unicef, décide courageusement d'en témoigner publiquement une fois le contingent de l'ONU arrivé, estimant sa sécurité, comme celle de la population, désormais assurée. Quelques jours plus tard, à son domicile, il est abattu de deux balles par des tueurs d'Omar Jess. Pour les "casques bleus", il ne peut s'agir que d'un crime crapuleux commis par les gardes du médecin pour une histoire de salaire. Officiellement il est vrai, la tuerie dont le médecin avait été témoin n'était qu'une rumeur. Des problèmes de sécurité, certes, il y en avait eu, et de graves, mais de tuerie programmée, l'ONU n'en avait pas entendu parler. D'ailleurs, jusqu'à ce qu'il soit chassé par le général Morgan, Omar Jess était un interlocuteur avec lequel il fallait composer : ne devait-il pas participer à une conférence des Nations unies à Addis Abeba ?

Avec son successeur, les exploits se renouvelaient. Pourquoi en aurait-il été autrement? Un semblant de police fut mis sur pied composé d'hommes du clan au pouvoir, et d'eux seuls, parmi lesquels on trouvait quelques-uns des assassins les plus en vue de la région. Désormais armés et officialisés par la communauté internationale. Leurs patrouilles rackettaient passants et véhicules, terrorisaient les réfugiés, sans la moindre possibilité pour les victimes de demander à l'ONU



justice ou protection contre ce gang qu'elle avait installé. Et pour cause, l'accès au campement des troupes onusiennes était contrôlé par la police!

Au sentiment de révolte, ressenti auparavant par les membres des équipes humanitaires devant les atrocités quotidiennes, s'ajouta alors celui du désespoir devant la paralysie des redresseurs de tort. D'autant que les comportements de soudards se faisaient chaque jour plus insupportables : sur ordre de l'ONU, les organisations humanitaires avaient dû se défaire des gardes somaliens de sécurité, remplacés par des paras. Installés dans les locaux des ONG, les "soldats de la paix" offraient alors à des volontaires éberlués le spectacle d'hommes souvent ivres, urinant du haut du toit, sifflant les femmes, brutalisant les enfants, tabassant des gens ici et là, sans autre raison que leurs caprices ou leur mauvaise humeur. Si bien que le médecin de l'équipe de MSF ne fut pas autrement surpris lorsque l'un des paras lui avoua, un jour, qu'il ne supportait plus d'entendre ses collègues se vanter du nombre de Somaliens qu'ils avaient abattus. De fait, ce sont au bas mot plusieurs dizaines de personnes qui ont été tuées lors de "vérifications", de barrages routiers, sans que l'administration des Nations unies semblât s'en émouvoir. Agressions sexuelles, violences ouvertement racistes étaient devenues le lot quotidien de Kismayo sous la "protection" de ces "casques bleus". Rien d'étonnant, donc, à ce qu'au cours des premiers mois de l'année plus du tiers des lits de chirurgie de l'hôpital aient été occupés par des victimes des "casques bleus". Blessés par les "soldats humanitaires", puis soignés par les médecins humanitaires, voilà une intéressante expérience de recyclage des bonnes volontés.

Pour les ONG, on le conçoit aisément, et même si une très faible partie seulement des exactions parvenait à leur connaissance, à cette période, la protection était plutôt encombrante, le voisinage peu plaisant, et le coût politique de la sécurité de plus en plus élevé. D'autant que, rapidement, le commandement militaire annonça que la mission des "casques bleus" n'allait pas durer, que leur mandat n'incluait pas la protection des équipes humanitaires et qu'il allait falloir trouver un autre bouclier. L'un des membres du commandement suggéra même à MSF, à titre officieux, naturellement, de s'adresser à une société privée de sécurité, poussant la sollicitude jusqu'à proposer de fournir une liste d'entreprises spécialisées.

Entre-temps, à Mogadiscio, la prise de Kismayo par Morgan n'était pas passée inaperçue. Car Aïdid, chef de la faction la plus puissante, artisan principal de la chute de Siyad Barré, avait vu immédiatement dans l'intervention internationale un obstacle à sa conquête du pouvoir. L'ONU offrant la deuxième ville du pays au gendre du dictateur déchu et haï, l'aubaine était inespérée. Il n'avait donc eu aucun mal à attiser la colère, bien réelle, de la population de Mogadiscio, et il n'avait pas caché sa joie lors des premières manifestations violentes contre les Nations unies, accusées de vouloir remettre Siyad Barré en selle. C'est dans un climat encore tendu que, début juin, vingt-trois "casques bleus" pakistanais furent abattus dans une série d'engagements suivis de ripostes qui coûtèrent la vie à trente-quatre Somaliens. Commença alors une série de raids de représailles contre les installations d'Aïdid, tenu pour responsable de ces "attaques sauvages et préméditées" avant même que l'enquête, votée le 6 juin par le Conseil de sécurité, eût produit le moindre résultat.

Qu'un tel crime ne pût rester impuni, c'était l'évidence même. Mais en se déchaînant dans des expéditions punitives à répétition, les troupes américaines restauraient de fait la notion de responsabilité collective, devenant, *ipso facto*, une faction parmi les autres. Ils détruisaient sciemment, en outre, l'initiative des Italiens qui, considérant la capture d'Aïdid comme hautement improbable et connaissant les résultats désastreux de ces raids sur la population, négociaient la reddition des coupables avec ses représentants.

Auparavant interlocuteur privilégié de l'ONU au point que toute relève politique s'en trouvait bloquée, Mohammed Farah Aïdid est subitement accusé de crimes contre l'humanité, déclaré coupable de la mort de trois cent mille personnes. Sa tête est mise à prix (vingt cinq mille dollars),

la chasse à l'homme commence sous l'œil goguenard des autres chefs de faction qui voient leur principal rival obligé à une semi-clandestinité.

Jour après jour, les hélicoptères de combat et les avions antiguérilla frappent leurs cibles : des dépôts d'armes, une manufacture de tabac, la station *Radio-Mogadiscio*, proche d'Aidid, sont attaqués puis investis par des forces terrestres et détruits. Parfois, les systèmes d'armes sophistiqués – visée infrarouge, canon dirigé par ordinateur – s'acharnent sur un terrain déserté, un entrepôt abandonné, une carcasse de voiture, illustrant la redoutable précision des armes et la non moins redoutable confusion des cibles. C'est dans cette spirale de violence de moins en moins sélective que la maison de l'AICF – où logeait également l'équipe de MSF – est prise à partie par deux hélicoptères Cobra. Ils lâchent deux missiles puis attaquent la maison à la mitrailleuse malgré la présence des drapeaux de la Croix-Rouge et des emblèmes de l'AICF et de MSF. Bilan : un mort, un blessé grave et six blessés parmi le personnel somalien. Le véhicule des journalistes de *France 2* semblait suspect, paraît-il, à ces artilleurs volants qui se dirigent ensuite vers un hôpital voisin où séjournent trois cents malades et blessés. Pour en déloger quelques tireurs embusqués, les hélicoptères attaquent le bâtiment à la mitrailleuse. Et comme ce n'est sans doute pas suffisant pour que règne la loi et l'ordre, l'hôpital est ensuite encerclé par des blindés de l'ONU pour que nul ne puisse y accéder. Il ne serait sans doute pas venu à l'esprit de blessés honnêtes d'aller se faire soigner dans un repère de terroristes ! Qui nous protégera de pareils protecteurs ?

Cette fois-ci, comme les jours précédents, les attaques aériennes étaient américaines, les offensives terrestres étaient pakistanaïses et le blocus de l'hôpital, marocain. La répartition des risques dessine-t-elle le partage des tâches, dans ce nouvel ordre dont la Somalie est devenue, par sa faute, l'un des laboratoires ? Comment croire au hasard, lorsque ce sont des Pakistanais qui sont commis à la surveillance de manifestations hostiles quand vingt-trois des leurs ont été tués, dans des circonstances analogues, dix jours auparavant ? Même non armés, ces manifestants ne pouvaient qu'être perçus comme des menaces et des cibles sur lesquelles les "casques bleus" allaient faire feu.

A nouveau, des femmes et des enfants tombèrent sous des coups aveuglément portés au nom de la communauté internationale. Avec la répétition de ce scénario sanglant lors de la répression des manifestations de septembre 1993 où des dizaines de civils sont fauchés par les mitrailleuses des troupes internationales, l'ONU poursuit son engagement dans une stratégie de la tension qui semble accomplir la promesse des premiers jours du débarquement. Plus qu'une dérive, c'est l'aboutissement d'une logique qui se manifeste dans toute sa brutalité.

L'époque n'est pas si lointaine où l'humanitaire avait ses détracteurs, ses ennemis déclarés qui brandissaient l'étendard de la justice pour mettre en pièces celui de la charité. La "morale de l'urgence", alors, avait utilement servi de principe fédérateur à tous ceux qui n'entendaient pas justifier leur inaction au nom de lendemains radieux. C'est désormais vis-à-vis de ses nombreux dévots, nouveaux apôtres de la solidarité casquée, que l'humanitaire doit être vigilant. Avec eux, il n'aura bientôt plus besoin d'ennemis.

Pour la première fois, en Somalie, on a tué sous la bannière de l'humanitaire. Non par accident, mais au cours d'opérations réalisées par des armées professionnelles. Non sous le couvert de la légitime défense, mais dans des raids menés au nom du droit de vengeance. La Bosnie nous a montré à quoi se trouve réduit le droit lorsqu'on prétend l'appliquer sans la force : à une redoutable illusion. La Somalie illustre, s'il en était besoin, ce qu'est la force lorsqu'elle oublie le droit: une criminelle injustice.